

- 772 / 3 - 88 / 89

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1988-1989

10 MAI 1989

PROPOSITION DE RESOLUTION

relative au congé des miliciens-
animateurs de jeunesse

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE LA
DEFENSE NATIONALE (1)

PAR M. VAN PEEL

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a examiné cette proposition de
résolution au cours de sa réunion du 9 mai 1989.

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Poswick.

A. — Titulaires :	B. — Suppléants :
C.V.P. MM. Cauwenberghs, De- sutter, Van Hecke, Van Peel, Van Wambeke.	MM. Bourgeois, Moors, Sarens, Stevelynck, Vandebosch, Van Rompae.
P.S. MM. Biefnot, Denison, De Raet, Janssens, Santkin.	MM. Féaux, Harmegnies (M.), Mayer, Mme Onkelinx, MM. Tas- set, Vancrombruggen.
S.P. Mme Lefebvre, MM. Peus- kens, Timmermans, Van Steenkiste.	MM. Derycke, Gesquiere, Laridon, Sleecx, Verheyden.
P.V.V. MM. Devolder, Vermeiren, Vreven.	MM. De Croo, Mahieu, Vander- meulen, Van houtte.
P.R.L. MM. de Donnée, Poswick.	MM. De Decker, Draps, Neven.
P.S.C. MM. Beaufays, Laurent.	MM. Detremmerie, Gehlen, Lebrun.
V.U. M. Candries.	MM. Anciaux, Vanhorenbeek.
Ecolo/ M. Van Dienderen.	MM. Cuyvers, Simons.
Agalev	

Voir :

- 772 - 88 / 89 :

- N° 1 : Proposition de résolution de M. Van Dienderen et
consorts.
- N° 2 : Amendement.

- 772 / 3 - 88 / 89

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1988-1989

10 MEI 1989

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

betreffende het verlof van
jeugdleiders-dienstplichtigen

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
LANDSVERDEDIGING (1)

UITGEBRACHT DOOR DE HEER VAN PEEL

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft dit voorstel van resolutie be-
sproken tijdens haar vergadering van 9 mei 1989.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Poswick.

A. — Vaste leden :	B. — Plaatsvervangers :
C.V.P. HH. Cauwenberghs, De- sutter, Van Hecke, Van Peel, Van Wambeke.	HH. Bourgeois, Moors, Sarens, Stevelynck, Vandebosch, Van Rompae.
P.S. HH. Biefnot, Denison, De Raet, Janssens, Santkin.	HH. Féaux, Harmegnies (M.), Mayer, Mevr. Onkelinx, HH. Tas- set, Vancrombruggen.
S.P. Mevr. Lefebvre, HH. Peus- kens, Timmermans, Van Steenkiste.	HH. Derycke, Gesquiere, Laridon, Sleecx, Verheyden.
P.V.V. HH. Devolder, Vermeiren, Vreven.	HH. De Croo, Mahieu, Vander- meulen, Van houtte.
P.R.L. HH. de Donnée, Poswick.	HH. De Decker, Draps, Neven.
P.S.C. HH. Beaufays, Laurent.	HH. Detremmerie, Gehlen, Lebrun.
V.U. H. Candries.	HH. Anciaux, Vanhorenbeek.
Ecolo/ H. Van Dienderen.	HH. Cuyvers, Simons.
Agalev	

Zie :

- 772 - 88 / 89 :

- N° 1 : Voorstel van resolutie van de heer Van Dienderen
c.s.
- N° 2 : Amendement.

En application de l'article 15.3. du Règlement de la Chambre des Représentants, votre Rapporteur remplaçait, pour cette réunion, M. Uyttendaele.

I. — EXPOSÉ DES AUTEURS DE LA PROPOSITION DE RÉOLUTION

L'auteur principal de la proposition est d'avis que le Ministre fait preuve, dans la problématique du congé des miliciens-animateurs de jeunesse, de relativement peu de souplesse. Il regrette, en effet, que faute d'un nombre suffisant d'animateurs plusieurs camps d'été organisés par des mouvements de jeunesse ne pourront avoir lieu ou connaîtront un déroulement pour le moins perturbé.

Cela est dû, en grande partie, au fait que le Ministre a refusé un congé à beaucoup de miliciens-animateurs de jeunesse, qui répondaient pourtant aux critères établis en la matière. Ces critères prévoient notamment la possession d'un brevet et l'accord des autorités militaires.

Pour l'instant, le Ministre s'en tient strictement à la répartition des hommes/jours entre les Communautés, même s'il sait très bien que le quorum attribué à la Communauté flamande est largement insuffisant. Cette situation a incité plusieurs membres, sensibilisés à ce problème et issus de groupes politiques différents, à proposer la présente résolution.

Il faudrait d'ailleurs que les mouvements de jeunesse puissent, en échange des services qu'ils rendent à la collectivité, jouir de la considération qui leur est due pour cela. Cette considération pourrait se traduire en acceptant la candidature de chaque milicien-animateur de jeunesse qui répond aux critères prescrits.

Il est important, à ce propos, de ne pas perdre de vue, que les camps d'été constituent pour chaque moniteur l'aboutissement d'une année de travail d'animation.

Le Ministre préconise, pour l'instant, la patience, faisant valoir que cette situation sera réglée définitivement dès l'année prochaine. La solution prévue, qui contribuera à lever bien des discriminations en la matière, consistera à doubler les jours de congé dont peuvent disposer les miliciens. Il ne sera alors plus nécessaire de prévoir un régime spécifique pour les animateurs de jeunesse, qui disposeront d'assez de temps pour participer à ces camps d'été.

Il serait donc intéressant de faire, dès à présent, un pas dans la bonne direction, en offrant la possibilité à tous ceux qui réunissent les conditions de bénéficier de cette mesure, qui, quoi qu'en disent certains, n'est pas injuste, si l'on considère une fois de plus le service qui est ainsi rendu à la société.

Parfois, des problèmes inhérents à l'organisation sont également invoqués pour ne pas accorder ces jours de congé extraordinaires. Ces problèmes ne seront-ils pas encore plus grands quand tous les mili-

Met toepassing van artikel 15.3 van het Reglement van de Kamer van Volksvertegenwoordigers verving uw rapporteur voor deze vergadering de heer Uyttendaele.

I. — UITEENZETTING VAN DE AUTEURS VAN HET VOORSTEL VAN RESOLUTIE

De hoofdauteur van het voorstel is van mening dat de Minister in de kwestie van het verlof van jeugdleiders-dienstplichtigen van relatief weinig soepelheid blijk geeft. Hij betreurt dat bij gebrek aan een voldoende aantal jeugdleiders verscheidene zomerkampen van jeugdbewegingen niet zullen kunnen doorgaan of dat althans het verloop ervan zal worden verstoord.

Dat is grotendeels te wijten aan het feit dat de Minister verlof heeft geweigerd aan tal van dienstplichtigen-jeugdleiders, die nochtans aan de terzake gestelde criteria voldeden. Die criteria bepalen onder meer dat ze een brevet moeten bezitten en toestemming krijgen van de militaire autoriteiten.

Voorlopig houdt de Minister strikt vast aan de verdeling van mandagen tussen de Gemeenschappen, ook al weet hij heel goed dat het aan de Vlaamse Gemeenschap toegekende quotum ruim ontoereikend is. Die situatie heeft verscheidene leden die met dat probleem begaan zijn en tot verschillende politieke fracties behoren, ertoe aangezet onderhavige resolutie in te dienen.

In ruil voor de diensten die ze de samenleving bewijzen, verdienen de jeugdbewegingen trouwens alle achting. Die achting zou tot uiting kunnen worden gebracht door in te stemmen met de kandidatuur van elke jeugdleider-dienstplichtige die aan de gestelde criteria beantwoordt.

In dit verband mag niet uit het oog worden verloren dat de zomerkampen voor elke jeugdleider de bekroning zijn van een jaar jeugdwerk.

Voorshands prijst de Minister geduld aan en wijst erop dat de toestand vanaf volgend jaar definitief zal zijn geregeld. De daarvoor bedachte oplossing, die heel wat discriminaties terzake zal wegwerken, zal erin bestaan het aantal dagen verlof voor de dienstplichtigen te verdubbelen. Het zal dan ook niet meer nodig zijn een aparte regeling toe te passen voor de jeugdleiders, die aldus over voldoende tijd zullen beschikken om aan die zomerkampen deel te nemen.

Het ware bijgevolg interessant nu reeds een stap in de goede richting te zetten om allen die aan de vereisten beantwoorden te laten genieten van die maatregel die, wat sommigen er ook van zeggen, niet onbillijk is, althans indien men eens te meer oog heeft voor de dienst die aldus aan de samenleving wordt bewezen.

Soms worden om die dagen van buitengewoon verlof te weigeren ook militair-organisatorische problemen aangehaald. Zullen die problemen niet nog groter zijn wanneer alle dienstplichtigen over het dubbele aantal

ciens disposeront d'un nombre double de jours de congé comme le prévoient les dispositions du nouveau statut ?

Résoudre les problèmes d'ordre organisationnel cette année contribuera certainement à faciliter la résolution de ceux qui se poseront de manière encore plus criante l'année prochaine.

L'intervenant ajoute que son groupe ne souscrit nullement à la répartition des hommes/jours disponibles entre les Communautés. Qu'en serait-il si cette répartition était également appliquée au nombre de malades ou de chômeurs ? Tout comme un malade ou un chômeur peut bénéficier d'allocations, il est normal qu'un milicien-animateur de jeunesse obtienne un tel congé, pour autant qu'il réunisse également toutes les conditions.

Pour l'ensemble des raisons développées, le membre espère que le contenu de la résolution, qui est soutenue par l'ensemble des groupes politiques flamands et par Ecolo, pourra être rencontrée par le Ministre.

*
* *

Un des cosignataires de la proposition entend lever une série de malentendus qui ont surgi dans ce dossier, notamment à propos de la façon dont tout ceci a été rapporté dans la presse.

Certains estiment notamment, à tort, que le Ministre de la Défense nationale a fait, en la matière, beaucoup moins que ces prédécesseurs. La proposition de 3 600 hommes/jours n'est pourtant certainement pas inférieure aux antérieures, bien au contraire.

Du côté de la Communauté flamande, on n'a, en effet, jamais pu répondre à toutes les demandes des miliciens-animateurs de jeunesse de pouvoir participer aux camps d'été de leur mouvement. Pour des raisons liées à la structure et à l'organisation des mouvements de jeunesse, le nombre de ces demandes a, de fait, toujours été beaucoup plus élevé en Flandre, où les besoins sont, en outre, plus importants.

Pendant des années, on s'est en vain efforcé de résoudre définitivement cette problématique. L'espoir était d'autant plus grand, lorsqu'il a été repris dans la déclaration gouvernementale que « le Ministre de la Défense nationale apportera une solution positive au problème du congé des miliciens-animateurs de jeunesse ». Les mouvements de jeunesse ont donc cru que toutes les demandes seraient prises en considération, pour autant qu'elles répondent aux critères établis.

Dans l'année de transition qui précède la mise en application du nouveau statut du milicien, il devrait être possible de se montrer plus souple par rapport aux nombreuses candidatures qui émanent de ces mouvements. Le Ministre avait d'ailleurs, à la suite d'une question orale, confirmé que les critères seraient appliqués de façon très souple. Toutefois si l'on se limite à appliquer ces critères « souples » à l'intérieur des quotas qui sont accordés à chaque Communauté par la Défense nationale, le problème ne fait au

dagen verlof zullen beschikken, zoals bepaald wordt in het nieuwe statuut ?

Worden de organisatorische problemen dit jaar opgelost dan zal dat zeker bijdragen tot een makkelijker oplossing van de problemen die volgend jaar ongetwijfeld nog scherper zullen rijzen.

Spreker voegt daaraan toe dat zijn fractie geenszins te vinden is voor de verdeling van het aantal beschikbare mandagen tussen de Gemeenschappen. Wat gebeurt er als die verdeling ook op het aantal zieken of werklozen wordt toegepast ? Net zoals een zieke of een werkloze uitkeringen kan ontvangen, is het normaal dat een jeugdleider-dienstplichtige verlof krijgt, althans in zoverre hij aan alle voorwaarden voldoet.

Om al de hiervoor opgesomde redenen hoopt het lid dat de inhoud van de resolutie, die door alle Vlaamse politieke fracties en door Ecolo wordt gesteund, op begrip van de Minister zal kunnen rekenen.

*
* *

Een van de medeondertekenaars van het voorstel wil een aantal in dit dossier gerezen misverstanden wegnemen, met name over de wijze waarop dit alles in de pers is verschenen.

Met name menen sommigen — geheel onterecht — dat de Minister van Landsverdediging terzake veel minder heeft gedaan dan zijn voorgangers. Het voorstel van 3 600 mandagen is nochtans zeker niet lager dan de vorige, wel integendeel.

In de Vlaamse Gemeenschap heeft men inderdaad nooit alle verzoeken van de jeugdleiders-dienstplichtigen om aan de zomerkampen van hun jeugdbeweging mee te doen, kunnen inwilligen. Om redenen die te maken hebben met de structuur en organisatie van de jeugdbewegingen, is het aantal aanvragen daarvoor steeds veel hoger geweest in Vlaanderen, waar de behoeften bovendien groter zijn.

Jarenlang heeft men vergeefs gepoogd die kwestie definitief op te lossen. Dat wekte des te meer verwachtingen daar in de regeringsverklaring stond dat « het probleem van het verlof voor jeugdleiders-dienstplichtigen door de Minister van Landsverdediging op een positieve manier zal opgelost worden ». De jeugdorganisaties dachten bijgevolg dat alle aanvragen zouden worden ingewilligd, althans indien ze aan de gestelde criteria beantwoordden.

In het overgangsjaar dat aan de toepassing van het nieuwe statuut van de dienstplichtige voorafgaat, zou het mogelijk moeten zijn ten aanzien van de talrijke candidatures die van die organisaties uitgaan een grotere soepelheid aan de dag te leggen. Op een mondelinge vraag had de Minister trouwens bevestigd dat de criteria zeer soepel zouden worden gehanteerd. Beperkt men zich evenwel tot het « soepel » hanteren van die criteria binnen de quota die Landsverdediging aan elke Gemeenschap toekent,

contraire que s'amplifier. Il y a, en effet, davantage de miliciens qui peuvent être candidats pour un nombre d'hommes/jours qui n'a pas changé.

L'intervenant demande donc que, pour cette année de transition, il puisse exceptionnellement être donné suite à toutes les demandes qui satisfont aux conditions établies. Il estime également que les raisons d'ordre organisationnel invoquées par le département tiennent peu, puisque ces problèmes seront multipliés lorsqu'on doublera le nombre de jours de congé pour l'ensemble des miliciens.

Le membre déplore également que d'aucuns considèrent que les miliciens-animateurs de jeunesse bénéficient d'un traitement de faveur en se voyant accorder ces jours de congé extraordinaires. Cela contribuerait à créer un mauvais climat au sein des casernes, notamment par rapport à des miliciens qui ne peuvent y prétendre. Il ne s'agit pourtant nullement de « favoriser », mais de jeunes qui de façon tout à fait contrôlable ont un engagement social bénévole et désintéressé. Ils appartiennent, en outre, à cette classe de 19-20 ans sur laquelle repose bien souvent l'organisation des camps d'été.

L'intervenant plaide enfin pour que le Ministre donne suite à cette demande urgente, qui est de plus issue des différents groupes politiques.

*
* *

Un autre cosignataire rejoint les considérations émises par les intervenants précédents. Il entend cependant encore lever un autre malentendu.

Les mouvements de jeunesse donnent, en effet, parfois l'impression de vouloir faire l'impossible pour obtenir le concours pour leur camps d'été, de leurs animateurs qui se trouvent à ce moment sous les drapeaux, alors qu'ils disposent encore d'autres animateurs. Il ne faut pas perdre de vue que, dans leur organisation, les miliciens-animateurs sont souvent les seuls à avoir plus de 21 ans. Ils comptent alors parmi les rares à avoir l'expérience voulue. De plus, les compagnies d'assurances exigent toujours la présence d'un moniteur de plus de 21 ans lors du camp.

II. — DISCUSSION

Un membre fait valoir que le groupe auquel il appartient soutiendra la proposition de résolution. Il insiste pour que, dans cette année de transition, on puisse donner suite à toutes les demandes qui répondent aux normes prescrites.

Il demande enfin à connaître le nombre d'hommes/jours accordés par la Défense nationale, par rapport aux besoins qui avaient été exprimés par les organisations de jeunesse.

Un autre intervenant évoque également la demande issue des miliciens agricoles d'accorder un congé ex-

dan neemt het probleem integendeel alleen maar toe. Er kunnen namelijk veel meer dienstplichtigen kandidaat zijn voor een onveranderd aantal mandagen.

Spreker vraagt derhalve dat voor dit overgangsjaar bij wijze van uitzondering kan worden ingegaan op alle aanvragen die aan de gestelde eisen voldoen. Tevens is hij van mening dat de organisatorische redenen die het departement aanhaalt weinig steek houden, aangezien de problemen zullen toenemen wanneer het aantal verlofdagen voor alle dienstplichtigen wordt verdubbeld.

Het lid betreurt voorts dat sommigen vinden dat de jeugdleiders-dienstplichtigen een gunstbehandeling genieten doordat ze die buitengewone verlofdagen krijgen. Zulks zou de sfeer in de kazernes kunnen bederven, met name tegenover dienstplichtigen die geen aanspraak op die dagen kunnen maken. Het gaat nochtans geenszins over « gunstelingen » maar wel over jongeren die op een volstrekt controleerbare wijze een vrijwillig en belangeloos maatschappelijke engagement hebben aangegaan. Zij behoren bovendien tot deze groep van 19-20-jarigen die vaak voor de organisatie van de zomerkampen instaat.

Tot slot pleit spreker ervoor dat de Minister gehoor geeft aan deze dringende oproep, die bovendien van verschillende politieke fracties komt.

*
* *

Een andere medeondertekenaar sluit zich aan bij de overwegingen van de voorgaande sprekers. Hij wil nochtans nog een ander misverstand uit de wereld helpen.

De jeugdorganisaties geven immers soms de indruk dat ze het onmogelijke willen doen om voor hun zomerkampen de medewerking te verkrijgen van leiders die zich op dat ogenblik onder de wapens bevinden, hoewel ze nog over andere jeugdleiders beschikken. Men mag niet uit het oog verliezen dat de jeugdleiders-dienstplichtigen in hun organisatie vaak de enigen zijn die ouder zijn dan 21. Bijgevolg hebben alleen zij de nodige ervaring. Voorts eisen de verzekeringsmaatschappijen steeds dat in het kamp een monitor van ouder dan 21 jaar aanwezig is.

II. — BESPREKING

Een lid verklaart dat zijn fractie het voorstel van resolutie zal steunen. Hij dringt erop aan dat, tijdens dit overgangsjaar, gevolg zou worden gegeven aan alle aanvragen die aan de voorgeschreven normen beantwoorden.

Ten slotte informeert hij naar het door Landsverdediging toegestane aantal mandagen in vergelijking met de behoeften die de jeugdorganisaties te kennen hebben gegeven.

Een ander lid maakt tevens gewag van de aanvragen van landbouwers tot toekenning van een buitenge-

traordinaire aux aidants qui se trouvent actuellement sous les drapeaux. Le mois d'avril a été très mauvais, si bien que le retard encouru est énorme dans certaines régions. Cette demande a souvent été rencontrée par le passé et elle se justifie aujourd'hui plus que jamais.

*
* *

Dans sa réponse, le *Ministre de la Défense nationale* rappelle que c'est devenu pratiquement une tradition qu'en cette période de l'année certaines organisations de jeunesse mènent une campagne pour augmenter le contingent des jours de congé extraordinaires que la Défense nationale met à la disposition des miliciens moniteurs des camps de jeunesse.

Cette année, il y a même une proposition de résolution qui tend à autoriser toutes les demandes au lieu de les restreindre aux 6 000 hommes/jours comme les années précédentes.

Avant de répondre en détail aux arguments qui sont présentés dans cette proposition de résolution, le Ministre entend de mentionner certains éléments.

Ce congé d'urgence pour motifs graves est accordé depuis 1973 comme une faveur à un nombre de miliciens qui possèdent un brevet de moniteur, afin de soutenir les organisateurs des camps de jeunesse.

A l'origine, le nombre de bénéficiaires était limité à 400 moniteurs qui recevaient jusqu'à un maximum de 15 jours de congé, mais en 1987 une réglementation plus souple était adoptée. Celle-ci prévoit un crédit sous forme d'hommes/jours qui peuvent être distribués par les organisations elles-mêmes.

Ce crédit s'élève à 6 000 hommes/jours, dont 3 560 pour la Communauté Flamande et 2 440 pour les Communautés Française et Germanophone. Les Communautés peuvent donc employer ces quotas suivant leurs propres priorités. Les années précédentes cette norme était dépassée chaque fois du côté flamand : ainsi en 1987 et en 1988 on a accordé plus de 3 700 hommes/jours.

Il convient d'attirer l'attention sur le fait que les services qui s'occupent de la jeunesse, comme par exemple le « Jeugdwerk van de Vlaamse Gemeenschap » sont consultés lors de la répartition du contingent accordé. Les mouvements de jeunesse locaux doivent en effet présenter leurs demandes auprès de ce service, qui après contrôle et sélection, fait parvenir les propositions à l'Etat-Majour général, qui examine s'il n'existe pas de préjudices opérationnels (notamment exercices ou manœuvres) et qui accorde alors l'autorisation définitive.

Pour 1989, les demandes suivantes ont été déposées :
Néerlandophones : 508 dossiers pour un total de 5709 hommes/jours (4109 hommes/jours effectifs et 1600 hommes/jours réserves);

Francophones : 133 dossiers pour un total de 1831 hommes/jours;

woon verlof aan de landbouw-helpers die thans onder de wapens zijn. De maand april was zo bar slecht, dat het werk in sommige regio's een enorme vertraging opgelopen heeft. In het verleden werden die aanvragen vaak ingewilligd en dat zou ook nu meer dan ooit verantwoord zijn.

*
* *

In zijn antwoord herinnert de *Minister van Landsverdediging* eraan dat het bijna een traditie geworden is dat bepaalde jeugdorganisaties rond deze tijd van het jaar een campagne voeren om het contingent extra-verlofdagen die Landsverdediging kan toekennen voor de begeleiding van de jeugdkampen, te verhogen.

Dit jaar heeft dat zelfs geleid tot een voorstel van resolutie dat beoogt alle ingediende aanvragen in te willigen in plaats van zich zoals de vorige jaren te beperken tot 6000 mandagen.

Alvorens dieper in te gaan op de argumenten die in de toelichting van dit voorstel van resolutie naar voren worden gebracht, zou de Minister toch enkele feiten willen aanhalen.

Dit spoedverlof om gewichtige redenen wordt sinds 1973 bij wijze van gunst toegestaan aan een aantal miliciens die een brevet van jeugdleider bezitten ten einde de organisatoren van jeugdkampen te steunen.

Oorspronkelijk werd het aantal vrijstellingen beperkt tot 400 jeugdleiders die maximum 15 dagen verlof kregen, maar in 1987 werd een soepeler regeling ingevoerd en kent men een krediet toe uitgedrukt in mandagen dat door de jeugdorganisaties zelf verdeeld kan worden.

Dit krediet bedraagt 6000 mandagen waarvan 3560 mandagen voor de Vlaamse Gemeenschap en 2440 voor de Franstaligen en de Duitstaligen samen. De Gemeenschappen kunnen deze quota volgens hun eigen prioriteiten gebruiken. De vorige jaren werd deze norm voor de Vlamingen steeds overschreden : zowel in 1987 als in 1988 werden meer dan 3700 mandagen toegekend.

Tevens zij erop gewezen dat de jeugddiensten, zoals bijvoorbeeld de dienst Jeugdwerk van de Vlaamse Gemeenschap, bij de verdeling van het toegestane contingent worden betrokken. De plaatselijke jeugdverenigingen moeten inderdaad hun aanvragen indienen bij deze dienst die dan, na controle en schifting, de voorstellen verzendt aan de Generale Staf, die n kijkt of er geen operationele bezwaren bestaan (oefeningen of manoeuvres bijvoorbeeld) en dan definitief toestemming verleent.

Voor 1989 werden volgende aanvragen ingediend :
Nederlandstaligen : 508 dossiers voor een totaal van 5709 mandagen (4109 mandagen effectief en 1600 mandagen reserve);

Franstaligen : 133 dossiers voor een totaal van 1831 mandagen;

Germanophones : 9 dossiers pour un total de 117 hommes/jours.

Côté Néerlandophone, on a donc demandé 1600 hommes/jours en tant que « réserve » (c'est-à-dire des demandes dans lesquelles on pourrait puiser si certaines demandes effectives devaient être refusées).

Les Francophones restent jusqu'à maintenant en dessous de la norme accordée.

Le Ministre rappelle qu'il est très délicat de traiter uniquement cette matière au niveau national. Elle est en effet, de la compétence des Communautés. Ainsi, quand on pose la question à la Commission Armée/Jeunesse, on obtient des réponses différentes, selon que les représentants appartiennent à la Communauté flamande ou francophone.

Il faut donc trouver une solution qui respecte les compétences communautarisées, l'intérêt des mouvements de jeunesse et les besoins exprimés par les Etats-Majors. Le Ministre propose dès lors un compromis discuté avec ces mêmes Etats-Majors.

Il est nécessaire d'adopter une plus grande souplesse pour ce qui concerne la mise à disposition des jeunes. Dans ce contexte il ne faut également pas perdre de vue les intérêts de la Communauté allemande. Il apparaît toutefois que la politique de jeunesse est beaucoup plus axée, du côté flamand, vers la mise à disposition de moniteurs pour des camps de vacances. Ces camps existent également en Communauté française, mais la politique y est très différente. Du côté francophone, des demandes émanent également de mouvements de jeunes qui n'organisent pas, au sens strict, des camps de vacances. Alors, autant, en respectant les besoins et la Défense nationale, il est possible de trouver la souplesse nécessaire pour répondre aux besoins correctement estimés du côté flamand, autant il faut veiller à être aussi souple quant à la manière de remplir le contingent francophone. Il ne peut donc être question de transfert, sinon on risque de transférer des difficultés d'une Communauté à l'autre.

Par ailleurs, certains diront que toutes les demandes doivent être satisfaites. Le Ministre déclare qu'il ne peut adopter ce point de vue, puisqu'il faut continuer à préserver les besoins des unités dans cette période difficile.

Une nouvelle organisation n'a pu être mise en place mais ce sera le cas l'année prochaine, tenant compte du fait qu'il y aura un doublement des jours de congé. Cela signifie que les Etats Majors vont devoir imaginer une formule d'organisation qui tienne compte de ce doublement. Le problème sera donc vu de façon beaucoup plus large et pourra être définitivement réglé, dans la mesure où on veillera à mettre un nombre suffisant de jeunes à disposition des Communautés et de leur politique de jeunesse.

Aujourd'hui, le problème se pose de façon plus importante en Communauté flamande. Sur l'ensemble des demandes, un certain nombre d'entre elles sont

Duitstaligen : 9 dossiers pour un total de 117 mandagen.

De Nederlandstaligen hebben dus 1600 mandagen als « reserve » aangevraagd (dit wil zeggen aanvragen waarin kan geput worden in geval bepaalde prioritaire aanvragen zouden moeten worden geweigerd).

De Franstaligen blijven tot nog toe onder de hun toegestane norm.

De Minister wijst erop dat het erg delicaat is deze materie uitsluitend op nationaal vlak te behandelen. Ze valt immers onder de bevoegdheid van de Gemeenschappen. Wanneer de vraag gesteld wordt aan de Commissie Leger/Jeugd krijgt men uiteenlopende antwoorden naargelang de vertegenwoordigers tot de Vlaamse of tot de Franstalige Gemeenschap behoren.

Bijgevolg moet een oplossing worden gevonden die rekening houdt met de bevoegdheden van de Gemeenschappen, met het belang van de jeugdbewegingen en met de behoeften die de Staven hebben te kennen gegeven. De Minister stelt derhalve voor dat met die Staven een compromis wordt uitgewerkt.

Inzake terbeschikkingstelling van jongeren moet een grotere soepelheid aan de dag worden gelegd. In die context mag men evenmin de belangen van de Duitstalige Gemeenschap uit het oog verliezen. Het blijkt evenwel dat het jeugdbeleid aan Vlaamse kant veel sterker gericht is op de terbeschikkingstelling van monitoren voor vakantiecampen. Die kampen bestaan ook aan Franstalige zijde, maar daar wordt een heel verschillend beleid gevoerd. Van Franstalige zijde gaan de aanvragen tevens uit van jeugdbewegingen die sensu stricto geen vakantiecampen organiseren. Met inachtneming van de behoeften van Landsverdediging moet dan ook de nodige soepelheid kunnen worden gevonden om in te spelen op de aan Vlaamse kant correct ingeschatte behoeften. Dezelfde soepelheid moet echter ook voor het Franstalige contingent aan de dag worden gelegd. Er kan dus geen sprake zijn van een overheveling, zo niet dreigen de moeilijkheden van de ene Gemeenschap naar de andere te worden verschoven.

Om louter demagogische redenen zou men trouwens kunnen stellen dat alle aanvragen moeten worden ingewilligd. De Minister verklaart dat hij die zienswijze niet kan bijvallen, aangezien men de behoeften van de legereenheden in deze overgangperiode moet vrijwaren.

Er kon geen nieuwe organisatie worden opgezet, maar volgend jaar zal dat wel gebeuren omdat het aantal verlofdagen zal verdubbelen. Dat betekent dat de Staven een organisatieformule zullen moeten uitdenken waarin met die verdubbeling rekening wordt gehouden. Het vraagstuk zal dus veel ruimer worden aangepakt en kan een definitieve oplossing krijgen indien men ervoor waakt een voldoende aantal jongeren ter beschikking te stellen van de Gemeenschappen en van hun jeugdbeleid.

Vandaag heeft het vraagstuk een grotere omvang voor de Vlaamse Gemeenschap. Op het totale aantal aanvragen wordt een bepaald aantal als prioritair be-

considérées comme prioritaires, tandis que d'autres demeurent en réserve. La proposition du Ministre consiste à garantir qu'il y ait effectivement 4 100 hommes/jour à la disposition de la politique de jeunesse de la Communauté flamande. Dès lors, il ne sera plus nécessaire de parler de la souplesse des critères utilisés.

En tout état de cause, il est important que les organisations de jeunesse sachent de façon précise et rapidement le montant qui sera mis à leur disposition. Si l'accord est obtenu en Commission sur ce montant hommes/jour, le Ministre déclare s'engager à obtenir auprès des Etats Majors qu'il n'y ait aucun problème d'organisation.

Le Ministre rappelle également qu'avec l'entrée en vigueur du nouveau statut du milicien, le nombre de jours de congé sera doublé. Pour l'organisation pratique de ces congés, un droit de priorité sera accordé aux miliciens qui sont porteur d'un brevet.

Il faut se rappeler que durant cette période des camps, des militaires de carrière prennent également leurs congés, pour des raisons familiales bien évidentes. Des miliciens qui ne détiennent pas un tel brevet cherchent aussi à obtenir leurs congés pendant cette période.

Dans le régime général, il faudra veiller, par une meilleure organisation, à donner la préférence, surtout au sein de la Communauté flamande à ceux qui possèdent ce brevet.

Quoi qu'il en soit, si le présent compromis est accepté, les mouvements de jeunesse concernés pourront en être avertis rapidement et se prépareront dès lors en conséquence.

Le Ministre ajoute que l'effort consenti par la Défense nationale est plus important qu'habituellement, mais qu'il demeure toutefois raisonnable.

En ce qui concerne le problème des congés extraordinaires pour les agriculteurs, le Ministre tient à rappeler les statistiques des années antérieures :

- mai 1986 : 5 jours à prendre avant la fin du mois de mai;
- août 1987 : 5 jours à prendre avant le 5 septembre;
- octobre 1987 : 5 jours à prendre avant la fin novembre;
- avril 1988 : 5 jours à prendre avant le 15 mai.

Pour cette année, une demande émanant d'une importante association agricole vient d'être introduite tout récemment. Il faut y ajouter celle du Secrétaire d'Etat à l'Agriculture qui tend à octroyer aux miliciens agriculteurs un congé extraordinaire, qui serait considéré comme service actif.

Ce dossier est actuellement à l'étude et une concertation doit encore être opérée avec le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture. Si ce congé se justifie véritablement pour des raisons d'ordre climatique, il sera accordé. Il s'agit toutefois de ne pas banaliser ce type de congés. Quant aux congés des moniteurs, le Ministre propose d'augmenter le crédit prévu de 15 %, ce qui revient

schouwd, terwijl andere als reserve worden bestemd. Het voorstel van de Minister bestaat erin te garanderen dat 4 100 mandagen effectief ter beschikking van het jeugdbeleid van de Vlaamse Gemeenschap worden gesteld. Bijgevolg hoeft er geen sprake meer te zijn van soepelheid bij de toepassing van de criteria.

Wat er ook van zij, het is van belang dat de jeugdorganisaties precies en spoedig weten welk aantal te hunner beschikking wordt gesteld. Indien in de Commissie overeenstemming over dat aantal mandagen wordt bereikt, verbindt de Minister zich ertoe van de Staven gedaan te krijgen dat er geen organisatorisch probleem rijst.

De Minister wijst er tevens op dat het aantal verlofdagen met de inwerkingtreding van het nieuwe statuut van de dienstplichtigen wordt verdubbeld. Voor de praktische organisatie van die verlofdagen zal voorrang worden verleend aan de dienstplichtigen met een brevet.

Er zij aan herinnerd dat de beroepsmilitairen in de periode van de vakantiekampen eveneens om voor de hand liggende familiale redenen vakantie nemen. Ook dienstplichtigen die geen houder zijn van een brevet, trachten dan vakantie te krijgen.

In de algemene regeling zal er, via een betere organisatie, moeten worden op toegezien dat, vooral in de Vlaamse Gemeenschap, de voorkeur wordt gegeven aan diegenen die dat brevet bezitten.

Hoe dat ook zij, mocht het voorliggende compromis worden aanvaard, dan zullen de betrokken jeugdbewegingen daar spoedig in kennis van worden gesteld en kunnen ze zich dienovereenkomstig voorbereiden.

De Minister voegt eraan toe dat Landsverdediging een grotere inspanning moet doen dan gewoonlijk, maar dat die nochtans redelijk blijft.

Wat het buitengewoon verlof voor de landbouwers betreft, wenst de Minister de statistieken over de vorige jaren in herinnering te brengen :

- mei 1986 : 5 dagen op te nemen vóór het einde van de maand mei;
- augustus 1987 : 5 dagen op te nemen vóór 5 september;
- oktober 1987 : 5 dagen op te nemen vóór eind november;
- april 1988 : 5 dagen op te nemen vóór 15 mei.

Dit jaar heeft een belangrijke landbouwersvereniging zopas een aanvraag ingediend. Daarbij moet die van de Staatssecretaris voor Landbouw worden gevoegd, die de landbouwers-dienstplichtigen een buitengewoon verlof wil toekennen dat dan als actieve dienst zou worden beschouwd.

Dit dossier wordt thans onderzocht en er moet nog overleg worden gepleegd met de Staatssecretaris voor Landbouw. Is dat verlof echt verantwoord om klimatologische redenen, dan zal het worden toegekend. Dat soort verlopen mag echter geen schering en inslag worden. Wat het verlof voor jeugdleiders betreft, stelt de Minister voor het voorziene krediet op te trekken

approximativement à 4 100 hommes/jour pour la Communauté flamande, à 2 760 hommes/jour pour la Communauté française et à 100 hommes/jour pour la Communauté germanophone.

*
* *

L'intervenant suivant retient trois points essentiels de l'exposé du Ministre :

- son désir de rencontrer les souhaits exprimés par les signataires de la proposition de résolution;
- sa volonté d'avoir assez de souplesse pour ne pas créer des incidents au niveau des Communautés;

- son accord de porter le nombre d'hommes/jour à 4 100 pour la Communauté flamande, pour en arriver à un total national de 6 900 hommes/jour.

*
* *

Après une suspension de séance, un amendement n° 1 (Doc. n° 772/2) est déposé par *Mme Lefebvre et MM. Janssens, Beaufays, Candries, de Raet et Van Hecke*. Il vise à remplacer le texte de la résolution initiale par ce qui suit :

« En attente d'une solution définitive au problème des congés extraordinaires, qui est prévue dans le projet de loi concernant le statut des miliciens et qui consiste en un doublement des jours de congé pour tous les miliciens, la Chambre des Représentants demande au Gouvernement, à titre de mesure transitoire, d'augmenter le crédit des jours de congé extraordinaire accordés aux miliciens-animateurs pour 1989 de 15 % à 6 900 hommes/jour comme montant de référence. »

La notion de « montant de référence » permettra aussi de dépasser légèrement cette norme si nécessaire.

Un membre voudrait encore savoir ce que recouvre la distinction opérée entre les demandes effectives et les demandes de réserve. *Le Ministre* précise que les dossiers ont été introduits sous cette forme par le « Dienst Jeugdwerk », afin de permettre, en cas de retrait d'un dossier prioritaire pour des raisons opérationnelles, d'occuper la place laissée vacante.

L'auteur principal de la proposition de résolution apprécie le geste de bonne volonté posé par le Ministre. Cela va assurément dans le sens de la courtoisie linguistique prônée par le groupe politique auquel il appartient.

Le membre regrette cependant qu'on n'accepte pas toutes les demandes rentrées. Ainsi, si les autorités militaires ont approuvé les demandes de congés extraordinaires introduits par les miliciens-animateurs, il faut qu'une suite favorable puisse y être réservée. Plus de 1 000 hommes/jour pourraient ainsi encore être accordés en supplément. *L'intervenant* ajoute

met 15 %, hetgeen bij benadering neerkomt op 4 100 mandagen voor de Vlaamse Gemeenschap, 2 760 mandagen voor de Franse Gemeenschap en 100 mandagen voor de Duitstalige Gemeenschap.

*
* *

Spreker legt de nadruk op drie fundamentele standpunten in de uiteenzetting van de Minister :

- het feit dat hij wil tegemoetkomen aan de wensen van de indianen van het voorstel van resolutie;
- het feit dat hij voldoende soepel wil optreden, om geen incidenten uit te lokken op het vlak van de Gemeenschappen;
- het feit dat hij instemt met een verhoging van het aantal mandagen tot 4 100 voor de Vlaamse Gemeenschap, om aldus te komen tot een nationaal cijfer van 6 900 mandagen.

*
* *

Na de schorsing wordt een amendement n° 1 (Stuk Kamer 772/2) ingediend door *mevr. Lefebvre en de heren Janssens, Beaufays, Candries, de Raet en Van Hecke*. Het strekt ertoe de tekst van de oorspronkelijke resolutie te vervangen door wat volgt :

« In afwachting van de definitieve regeling van het probleem van de extra-verloven, via het wetsontwerp betreffende het statuut van de dienstplichtigen en bestaande uit een verdubbeling van het aantal verlofdagen voor alle dienstplichtigen, verzoekt de Kamer van Volksvertegenwoordigers de Regering, bij wijze van overgangsmaatregel, het toegestane krediet extra-verlof ten voordele van jeugdleiders-dienstplichtigen voor 1989 te verhogen met 15 % tot 6 900 mandagen als referentiekrediet. »

Het begrip « referentiekrediet » maakt het ook mogelijk deze norm lichtjes te overschrijden indien noodzakelijk.

Een lid wil ook nog weten welke betekenis de onderverdeling in effectieve en reserve-aanvragen heeft. *De Minister* antwoordt dat de dossiers onder deze vorm werden ingediend door de Dienst Jeugdwerk om toe te laten vacante plaatsen op te vullen, die ontstaan indien een prioritair dossier om operationele redenen wordt ingetrokken.

De hoofdindienster van het voorstel van resolutie verheugt zich over het gebaar van goede wil van de Minister. Dit is ontegensprekelijk een gebaar van hoffelijkheid zoals die door zijn eigen fractie wordt verdedigd.

Het lid betreurt echter dat niet alle aanvragen kunnen worden ingewilligd. Er moet bijvoorbeeld kunnen worden beschikt over gunstige aanvragen voor buitengewoon verlof dat de jeugdleiders-dienstplichtigen hebben ingediend en dat door de militaire overheid werd goedgekeurd. Meer dan 1 000 bijkomende mandagen zouden aldus kunnen worden toegekend. *Spre-*

encore que la proposition de résolution initiale traduit mieux l'esprit de ce qui est formulé à ce propos dans la déclaration gouvernementale. Il propose donc le maintien de la première résolution.

III. — VOTES

La proposition de résolution initiale est rejetée par onze voix contre une et une abstention.

La proposition de résolution modifiée telle que proposée dans l'amendement, est adoptée par onze voix contre une et une abstention.

Le rapporteur,

M. VAN PEEL

Le Président,

CH. POSWICK

ker voegt er nog aan toe dat het oorspronkelijke voorstel van resolutie beter weergeeft wat daarover in de regeringsverklaring staat. Hij stelt derhalve voor het bij de oorspronkelijke tekst te houden.

III. — STEMMINGEN

Het oorspronkelijke voorstel van resolutie wordt met 11 tegen 1 stemmen en 1 onthouding verworpen.

Het gewijzigde voorstel van resolutie, zoals voorgesteld in het amendement, wordt met 11 tegen 1 stem en 1 onthouding aangenomen.

De rapporteur,

M. VAN PEEL

De Voorzitter,

CH. POSWICK

TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION

La Chambre des représentants demande au Gouvernement d'accepter, à titre de mesure transitoire, les demandes de congé des miliciens-animateurs de jeunesse qui ont déjà été introduites et qui répondent aux critères prévus.

TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE

De Kamer van Volksvertegenwoordigers verzoekt de Regering, bij wijze van overgangsmaatregel, de aanvragen betreffende het verlof van jeugdleiders-dienstplichtigen die momenteel zijn ingediend en die beantwoorden aan de gestelde criteria, in te willigen.

TEXTE ADOPTE PAR LA COMMISSION

En attente d'une solution définitive au problème des congés extraordinaires, qui est prévue dans le projet de loi concernant le statut des miliciens et qui consiste en un doublement des jours de congé pour tous les miliciens, la Chambre des Représentants demande au Gouvernement, à titre de mesure transitoire, d'augmenter le crédit des jours de congé extraordinaire accordés aux miliciens-animateurs en 1989 de 15 % à 6 900 hommes/jours, comme montant de référence.

TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

In afwachting van de definitieve regeling van het probleem van de extra-verloven, voorzien in het wetsontwerp betreffende het statuut van de dienstplichtigen en bestaande uit een verdubbeling van het aantal verlofdagen voor alle dienstplichtigen, verzoekt de Kamer van Volksvertegenwoordigers de Regering, bij wijze van overgangsmaatregel, het toegestane krediet extra-verlof ten voordele van jeugdleiders-dienstplichtigen voor 1989 te verhogen met 15 % tot 6 900 man/dagen als referentiekrediet.